

SES, Société anonyme

Résultats intermédiaires

Pour le semestre clos au 30 juin 2013

Faits marquants

- Chiffre d'affaires de 910,5 millions d'euros (+2,1 %)
 - Chiffre d'affaires à taux de change constants en progression de 7,2 %, hors effet lié à l'arrêt des transmissions analogiques en Allemagne
- EBITDA de 662,0 millions d'euros (-0,5 %)
 - EBITDA à taux de change constants en hausse de 6,4 %, hors effet lié à l'arrêt des transmissions analogiques en Allemagne
 - Marge d'EBITDA de 72,7 % (S1 2012 : 74,6 %)
 - Marge d'EBITDA dans le segment des infrastructures de 83,2 % (2012 : 83,6 %)

Croissance au 1 ^{er} semestre 2013 par rapport au 1 ^{er} semestre 2012	Tel que publié et à taux de change constants*	Hors effet lié à l'arrêt des transmissions analogiques en Allemagne, à taux de change constants
Chiffre d'affaires	+2,1 %	+7,2 %
EBITDA	-0,5 %	+6,4 %

* Le chiffre d'affaires et l'EBITDA tel que publiés et à taux de change constants sont identiques pour les deux périodes, les taux de change n'ayant guère varié

- Résultat opérationnel stable à 408,6 millions d'euros (S1 2012 : 411,5 millions d'euros)
- Résultat net part du groupe de 268,0 millions d'euros (S1 2012 : 298,7 millions d'euros)
- Résultat par action de catégorie A : 0,67 euro (S1 2012 : 0,74 euro)
- Ratio d'endettement net sur EBITDA de 3,07 (3,07 au 30 juin 2012)
- Carnet de commandes de 7,1 milliards d'euros (6,8 milliards d'euros au 30 juin 2012)

Table des matières

- 02 Synthèse des résultats financiers et des activités opérationnelles
- 07 Evolution trimestrielle des principaux indicateurs opérationnels
- 08 Présentation des informations financières par la direction
- 13 Rapport d'examen de l'information financière consolidée intermédiaire résumée
- 14 Compte de résultat intermédiaire consolidé résumé
- 15 Etat consolidé du résultat global intermédiaire
- 16 Etat de la situation financière intermédiaire consolidé résumé
- 17 Tableau résumé des flux de trésorerie consolidés
- 18 Etat des variations des capitaux propres consolidés
- 20 Notes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Synthèse des résultats financiers

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2012 comprenait 42,6 millions d'euros de recettes générées par les transmissions analogiques en Allemagne jusqu'au 30 avril 2012, date de l'arrêt du signal satellitaire analogique. Les comparaisons en glissement annuel pour les six premiers mois de 2013 s'en trouvent affectées.

Le chiffre d'affaires publié de 910,5 millions d'euros a augmenté de 2,1 % par rapport au premier semestre 2012, malgré l'impact de l'arrêt des transmissions analogiques. Retraitée de cet impact, la croissance du chiffre d'affaires s'est accélérée à 7,2 %, grâce à la contribution notable à la fois du segment des infrastructures et de celui des services.

Le développement favorable continu des activités de services a généré une forte croissance du chiffre d'affaires dans ce segment, parallèlement à une augmentation des coûts des ventes. Hormis cet effet, les charges opérationnelles totales étaient bien maîtrisées et affichaient une augmentation limitée à 1,8%. La marge dans le segment des infrastructures était robuste à 83,2 % (2012 : 83,6 % ; 82,7 % retraitée de l'impact lié à l'arrêt de l'analogique), et la marge cumulée du segment des services est passée de 15,0 % au premier semestre 2012 à 15,3 % au premier semestre 2013.

L'EBITDA sur la période était de 662,0 millions d'euros, en baisse de juste 0,5 % par rapport au premier semestre 2012, sous l'effet conjugué de la perte d'EBITDA pour un montant de 42,6 millions d'euros liée à l'arrêt des transmissions analogiques. Retraité de l'impact lié à l'arrêt de l'analogique, l'EBITDA a augmenté de 6,4 % par rapport à 2012.

Les dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles sont restées stables sur la période. Le résultat opérationnel, de 408,6 millions d'euros, était en repli de 2,9 millions d'euros (0,7 %) par rapport au premier semestre 2012.

Les charges financières nettes ont augmenté, en raison d'une provision exceptionnelle pour dépréciation d'un actif financier.

Le taux d'imposition effectif sur la période était de 13,9 % (S1 2012 : 8,4 %), conforme aux prévisions pour l'exercice entier.

La quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence est négative à raison de 12,3 millions d'euros, principalement en raison d'O3b Networks qui est en phase de démarrage et d'exploitation pré-commerciale.

Le résultat net part du groupe était de 268,0 millions d'euros contre 298,7 millions d'euros au premier semestre 2012, soit une baisse de 10,3 % principalement due à l'évolution du résultat des sociétés mises en équivalence et à l'accroissement de la charge fiscale.

Au 30 juin, le ratio d'endettement net sur EBITDA était de 3,07 et se situait au même niveau qu'au 30 juin 2012.

Synthèse des activités opérationnelles

Parmi les principaux événements de la période figurent la signature d'importants contrats (par exemple Oi, Orange Roumanie), le lancement de SES-6 et la mise en orbite des quatre premiers satellites de la constellation O3b Networks, ainsi que la première émission obligataire de SES en dollars US.

Le satellite SES-6 a été lancé le 3 juin 2013 à bord de la fusée Proton depuis le cosmodrome de Baïkonour. Après son déploiement en orbite géostationnaire, le satellite a subi une phase de tests et son entrée en service commercial est prévue avant la fin du mois de juillet. SES-6 remplace le satellite NSS-806 à la position orbitale 40,5 degrés Ouest et double la capacité disponible à cette position grâce à 49 répéteurs supplémentaires. Le satellite est la plate-forme de distribution pour la nouvelle offre de télévision en réception directe de Oi, fournisseur de services de télévision à péage brésilien. Le satellite SES-6, dont le taux de pré-remplissage est élevé, constitue un important levier de croissance pour SES.

Oi est un exemple parmi d'autres du succès de la stratégie de croissance de SES, centrée sur le développement des activités dans les services en réception directe sur les marchés émergents en expansion. SES a signé des contrats avec de nouveaux clients comme Orange Roumanie, ainsi qu'avec des clients existants ayant besoin de capacités supplémentaires pour développer leurs activités, dont le télédiffuseur thaïlandais IPMTV et Cignal Digital TV, opérateur de services de télévision en réception directe leader aux Philippines. Depuis la fin du mois de juin 2013, de nouveaux accords ont été signés avec Platco Digital, société sœur de e.TV en Afrique du Sud, et Sky Vision en Indonésie ; par ailleurs un contrat d'extension et de renouvellement de capacités a été conclu avec Wananchi, opérateur Est-Africain de services de télévision en réception directe.

O3b Networks, société dans laquelle SES détient une participation de 47 %, a lancé les quatre premiers satellites de sa constellation en orbite terrestre moyenne, le 24 juin 2013. O3b prévoit le lancement du second groupe de quatre satellites en septembre 2013, laissant ainsi envisager une mise en service au quatrième trimestre.

La première émission obligataire de SES en dollars U.S. a été très bien accueillie. Avec un carnet d'ordres souscrit près de quatre fois, SES a émis pour un montant total d'un milliard de dollars en deux tranches : des obligations à 10 ans au taux de 3,6 % pour 750 millions d'USD et des obligations à 30 ans au taux de

5,3 % pour 250 millions d'USD. Cette émission permet à SES d'accéder au marché de capitaux le plus liquide et le plus important au monde et de diversifier les options de financement du groupe, tout en faisant mieux coïncider les échéances de la dette avec le profil de l'entreprise.

Europe

En Europe, le chiffre d'affaires, à taux de change constants, a diminué de 3,0 % à 454,6 millions d'euros ; il convient cependant de noter que le chiffre d'affaires du premier semestre 2012 incluait 42,6 millions d'euros générés par les transmissions analogiques en Allemagne. Retraitée de l'impact lié à l'arrêt de l'analogique, la comparaison sur la période fait ressortir une croissance de 28,4 millions d'euros, une hausse de 6,7 %, principalement grâce à de nouveaux contrats portant sur 12 répéteurs, et grâce à la plate-forme HD+. Les capacités satellitaires disponibles ont augmenté de 12 répéteurs par rapport au premier semestre 2012, grâce à l'entrée en service de SES-5 à la position orbitale 5 degrés Est. Le taux d'utilisation total dans la région était de 82,0 % au 30 juin 2013. Le chiffre d'affaires moyen par répéteur utilisé est resté stable sur les divers marchés nationaux desservis.

L'étude SES Satellite Monitor 2012, publiée en mars 2013, a confirmé la progression de la couverture du système ASTRA en Europe, avec une forte augmentation en Allemagne. L'arrêt du signal satellitaire analogique et le succès de la plate-forme HD+ ont contribué à une progression de la réception satellitaire en Allemagne, qui a augmenté de plus de 500 000 foyers pour atteindre plus de 18 millions de foyers. En Europe, le système satellitaire ASTRA couvre 143 millions de foyers équipés pour la réception TV (y compris ceux recevant leurs programmes de télévision par le câble ou par Internet). ASTRA dessert actuellement 73 % des 85 millions de foyers satellites en Europe, et 80 % de l'ensemble des 35 millions de foyers européens ayant accès à la télévision haute définition (HD) en Europe.

En Géorgie, MagtiSat, plate-forme de télévision à péage, a terminé sa première année d'exploitation. En janvier 2013, la société a signé un contrat portant sur un répéteur supplémentaire pour appuyer le développement de son bouquet de programmes en réception directe par satellite à partir de la position orbitale 31,5 degrés Est.

Au mois de mai 2013, Telekom Srbija a signé un contrat de capacité pluriannuel sur le satellite ASTRA 3B, à la position orbitale 23,5 degrés Est, pour la fourniture de services TV, radio et données en complément de la couverture que l'opérateur assure déjà via ASTRA à partir de la position orbitale 19,2 degrés Est.

Orange Roumanie a conclu un contrat pluriannuel portant sur sept répéteurs pour le lancement d'un bouquet de programmes TV en réception directe par satellite en Roumanie. Le nouveau bouquet TV, avec plus de 40 chaînes HD, vient compléter le service mobile existant, permettant à l'opérateur d'offrir à ses clients des services de communication multi-terminaux complets.

SES Broadband Services a lancé son offre avancée d'accès Internet par satellite. Utilisant la capacité en bande Ka disponible depuis peu sur ASTRA 2F, le système offre une connectivité haut débit jusqu'à 20 Mbit/s, soit le double du niveau antérieur.

SES Techcom a remporté un contrat avec BT portant sur la fourniture d'une infrastructure de communications et de services par satellite à Galileo. Galileo est le système européen de navigation par satellite dont l'entrée en service est attendue vers le milieu de la décennie.

En Allemagne, la plate-forme HD+ a poursuivi son développement, enregistrant plus de 2,7 millions de foyers ayant activé le service vers la fin du mois de juin 2013, dont 1,2 million étaient des foyers payants. La plate-forme s'apprête à dépasser son objectif de 1,25 million de foyers payants à la fin de l'année.

Amérique du Nord

Les activités en Amérique du Nord ont enregistré de bons résultats, notamment dans les services fournis au gouvernement américain dont les performances ont été conformes aux attentes. Le chiffre d'affaires à taux de change constants a augmenté de 5,9 % à 203,1 millions d'euros. La progression par rapport au premier semestre 2012 est notamment imputable à la comptabilisation d'un chiffre d'affaires unique au deuxième trimestre 2013 générée par les capacités du satellite AMC-9, ainsi qu'à l'augmentation des ventes d'équipements aux administrations clientes. Les capacités satellitaires disponibles ont diminué de 4 répéteurs par rapport au premier semestre 2012, en raison de la réduction de la charge utile à bord du satellite AMC-16 au deuxième semestre 2012. La capacité satellitaire utilisée a diminué de 17 répéteurs, dont les 4 répéteurs du satellite AMC-16, par rapport au premier semestre 2012, résultant dans un taux d'utilisation de 74,0 %. Le chiffre d'affaires moyen par répéteur utilisé est resté stable.

Globecast a signé un contrat portant sur le renouvellement de ses capacités sur le continent américain à bord des satellites AMC-1 et NSS-806.

iN DEMAND, leader de la distribution de contenus, a renouvelé le contrat de location d'un répéteur sur le satellite AMC-1 pour la distribution de programmes TV de sport et de divertissement en paiement à la carte (Pay-Per-View) et en vidéo à la demande (VOD) aux câblo-opérateurs en Amérique du Nord.

Les performances de SES Government Solutions sont restées solides et conformes aux attentes, avec un chiffre d'affaires en croissance sur la période.

International

Le chiffre d'affaires international a augmenté de 9,3 % par rapport au premier semestre 2012 à 252,8 millions d'euros, à taux de change constants, reflétant la commercialisation de nouvelles capacités destinées aux marchés émergents. La capacité satellitaire disponible a progressé de 74 répéteurs par rapport au premier semestre 2012. Cette croissance tient aux nouvelles capacités offertes à bord du satellite SES-5 (+52 répéteurs) et au repositionnement de NSS-7. Le nombre de répéteurs utilisés a augmenté de 47 par rapport au premier semestre 2012, résultant dans un taux d'utilisation total de 73,1 %. Le chiffre d'affaires moyen par répéteur utilisé est resté stable.

Dans la région Pacifique, Pactel a développé son offre de connectivité en signant un accord pluriannuel d'exploitation de plusieurs répéteurs à bord du satellite NSS-9 à la position orbitale 183 degrés Est. Cette capacité supplémentaire permettra à Pactel d'offrir des solutions d'accès fiable et rapide à Internet.

Digicel, autre acteur important dans la région, a signé un accord de capacités supplémentaires à bord du satellite NSS-9, nécessaires à l'expansion de ses services de téléphonie mobile en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Dans le cadre d'une collaboration avec O3b Networks, Digicel combinera les capacités sur les satellites SES et O3b pour fournir des services voix et données mobiles à haut débit, offrant ainsi des débits comparables à la fibre optique.

En Russie extrême-orientale, Vimpelcom a conclu un contrat portant sur des capacités supplémentaires en vue de répondre à une demande grandissante dans la région.

CET, un important opérateur européen de téléports fournissant des services VSAT et de diffusion de contenus média, a signé un contrat portant sur la location de capacités en bande Ku sur le satellite NSS-12, qui fait la liaison entre l'Europe et l'Afrique de l'Est.

Comme indiqué antérieurement, Oi Brazil a signé un important contrat capacitaire pluriannuel portant sur la majeure partie des répéteurs en bande Ku à bord du satellite SES-6 récemment lancé. L'opérateur met ainsi à la disposition du marché brésilien, via ce satellite à la position orbitale de 40,5 degrés Ouest, son nouveau bouquet de programmes de télévision en réception directe par satellite, dont de nombreuses chaînes en haute définition.

Parmi les autres avancées en Asie figurent la souscription par IPMTV, télédiffuseur thaïlandais de télévision par satellite, d'une capacité supplémentaire sur le satellite SES-8 dont le lancement est prévu au quatrième trimestre 2013, et le renouvellement par ce même opérateur de son accord de capacité pluriannuel sur NSS-6.

Mediascape, l'opérateur de services de télévision en réception directe leader aux Philippines, a étendu son partenariat avec SES en signant un nouvel accord pluriannuel portant sur de multiples répéteurs sur le satellite SES-7 positionné à 108,2 degrés Est. Cette nouvelle expansion de capacité permettra à MediaScape, au travers de Signal Digital TV – son service de télévision par satellite en réception directe – d'étendre davantage ses prestations de services de télévision satellitaire aux Philippines. Signal Digital TV propose actuellement 22 chaînes en haute définition et 65 chaînes en définition standard à plus d'un million d'abonnés dans l'archipel philippin.

Evolution de la flotte satellitaire

Le taux d'utilisation total des répéteurs du groupe était de 75,5 % au 30 juin 2013, soit 1 084 répéteurs utilisés sur les 1 436 répéteurs disponibles.

O3b Networks

O3b Networks a lancé les quatre premiers satellites de sa constellation le 24 juin 2013. La mise en orbite du deuxième groupe de quatre satellites est prévue pour le mois de septembre et le démarrage de l'exploitation commerciale pour le quatrième trimestre 2013.

Etat de santé des satellites

SES exploite plusieurs satellites dont les circuits des panneaux solaires sont susceptibles de mal fonctionnement. Aucune diminution des capacités commerciales disponibles, due à des défaillances des circuits des panneaux solaires, n'a été constatée depuis le début de l'année.

Changements au sein de la direction

Le 4 avril, M. Pdraig McCarthy a été nommé au poste de directeur financier suite au départ de M. Andrew Browne, qui a décidé de retourner à La Haye et de reprendre la fonction de directeur financier auprès de O3b Networks. M. McCarthy, qui a commencé sa carrière chez SES en 1995, est un cadre expérimenté de la finance dans le domaine des satellites, ayant occupé des postes importants en gestion financière tout au long de sa carrière au sein de la société. A partir de 2001, M. McCarthy était directeur financier chez SES ASTRA. Depuis l'intégration de SES ASTRA et de SES WORLD SKIES dans SES, M. McCarthy était vice-président directeur des opérations financières et du soutien commercial chez SES. Au poste de directeur financier, il assurera la continuité de la gestion et contribuera au développement de l'entreprise grâce à une connaissance approfondie de ses opérations et grâce à de solides compétences dans le secteur.

Le 17 juin, M. Romain Bausch, Président et CEO de la société, a annoncé son intention de quitter ses fonctions lors de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires, au mois d'avril 2014. Son successeur sera M. Karim Michel Sabbagh, membre du Conseil d'administration de SES, ainsi que de son Comité d'audit et de risque depuis le mois d'avril 2011. Jusqu'à une date récente, il était associé principal chez Booz & Company où il dirigeait le cabinet des communications, des médias et de la technologie, ainsi que d'autres forums de haut niveau. M. Sabbagh est connu pour sa vaste expérience dans le secteur des communications, des médias et des satellites ainsi que pour son expertise concernant les marchés émergents. M. Sabbagh entrera au service de la société le 1er septembre 2013 en tant que directeur général désigné et prendra ses fonctions de Président et CEO le 3 avril 2014.

Perspectives et prévisions

Prochains lancements en 2013

Trois lancements sont prévus au cours du second semestre. Suite à l'échec du lancement précédent à bord du lanceur Proton, la mise en orbite d'ASTRA 2E, qui était prévue pour le mois de juillet, a été reportée à une date ultérieure, probablement au mois de septembre 2013 selon les hypothèses actuelles. ASTRA 2E est un satellite de remplacement à la position orbitale 28,2 degrés Est, devant emporter 12 répéteurs supplémentaires. La mise en orbite par le lanceur Falcon 9 du satellite SES-8, doté de 21 répéteurs additionnels à la position orbitale 95 degrés Est, a été différée du mois d'août au mois d'octobre. Enfin, le satellite ASTRA 5B, qui fournira 21 répéteurs supplémentaires à destination de l'Europe centrale et orientale à la position orbitale 31,5 degrés Est, devrait à présent être lancé à bord de la fusée Ariane en décembre 2013.

Le calendrier de lancement prévu sur lequel se fondent les prévisions a évolué depuis sa publication le 22 février dernier comme l'illustre le tableau suivant:

Satellite	22 février (2012)	17 mai (T1 2013)	26 juillet (S1 2013)
SES-6	Juin	3 juin	3 juin
ASTRA 2E	Juin	Juillet	Septembre
SES-8	Juin	Mi-août	Octobre
ASTRA 5B	Septembre	Septembre/Octobre	Décembre

Prévisions financières

Notre fourchette de prévisions relatives à la croissance du chiffre d'affaires et de l'EBITDA 2013, comprise entre 4 % et 5 %, à taux de change constants, repose sur le calendrier de lancement et l'état de santé des satellites en février 2013. Nous confirmons nos prévisions concernant le chiffre d'affaires et l'EBITDA, hors impact lié à la révision du calendrier de lancement comme indiqué antérieurement. Ces mouvements de calendrier devraient avoir un impact sur le chiffre d'affaires et l'EBITDA de jusqu'à 18 millions d'euros en 2013, et un effet plus important sur la croissance de l'EBITDA, étant donné une base de comparaison plus faible. Nos prévisions s'établissent en conséquence comme suit : un taux de croissance du chiffre d'affaires 2013 compris entre 3 % et 4 % (5,5 % - 6,5 %, retraité de l'impact lié à l'arrêt de l'analogique) et de l'EBITDA compris entre 2,5 % et 3,5 % (5,5 % - 6,5 % retraité de l'impact lié à l'arrêt de l'analogique). Comme les sorties de trésorerie évoluent également en fonction des dates de lancement, les paramètres économiques et les taux de rendement des divers projets ne sont pas affectés par la modification du calendrier de lancement. Par ailleurs, étant donné que l'amortissement des satellites débutera également plus tard que prévu pour ces programmes, les retards de lancement ne devraient pas avoir d'effet dilutif sur l'EBIT 2013. La croissance de l'EBITDA devrait également refléter une contribution plus importante des activités de services en 2013. Toutes les autres prévisions restent inchangées.

SES entre dans une période au cours de laquelle les dépenses d'investissements vont sensiblement diminuer, malgré la poursuite des investissements de croissance. Le repli de ces dépenses conjugué à la hausse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA se soldera par une forte croissance du cash-flow disponible, qui pourra être affecté à des investissements de croissance supplémentaires, au financement d'acquisitions et/ou pourra être restitué aux actionnaires.

Déclaration de responsabilité

Il est de la responsabilité du Conseil d'administration et de la direction de la société d'assurer le respect des procédures et enregistrements comptables adéquats permettant, à tout moment, une présentation de la situation financière du groupe ne comportant pas d'anomalies significatives. Cette responsabilité couvre également la mise en place d'un système de contrôles internes approprié garantissant un déroulement efficace et transparent des opérations commerciales du groupe. Conformément à l'article 3 de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé, nous déclarons que, à notre meilleure connaissance, les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour la période se terminant au 30 juin 2013, préparés suivant les normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne, donnent une image fidèle des actifs et passifs, de la situation financière et du bénéfice de SES, ainsi que de ses filiales incluses dans la consolidation, prise comme un tout, de la période. Par ailleurs, la présentation des informations financières par la direction contient une description fidèle des développements, de la performance et de la position de la société ainsi que de ses filiales incluses dans la consolidation, prise comme un tout, ainsi que des risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté, le cas échéant.



René Steichen
Président du
Conseil d'administration



Romain Bausch
Directeur général

Evolution trimestrielle des principaux indicateurs opérationnels

Utilisation des répéteurs par couverture régionale

<i>En fin de période et en équivalent 36 MHz</i>	T2 2012	T3 2012	T4 2012	T1 2013	T2 2013
Europe :					
Nombre de répéteurs utilisés	271	270	279	278	283
Nombre de répéteurs disponibles	333	345	345	345	345
Taux d'utilisation	81,4 %	78,3 %	80,9 %	80,6 %	82,0 %
Amérique du Nord :					
Nombre de répéteurs utilisés	301	297	289	287	284
Nombre de répéteurs disponibles	388	388	384	384	384
Taux d'utilisation Nord	77,6 %	76,5 %	75,3 %	74,7 %	74,0 %
International :					
Nombre de répéteurs utilisés	470	478	500	516	517
Nombre de répéteurs disponibles	633	707	707	707	707
Taux d'utilisation	74,2 %	67,6 %	70,7 %	73,0 %	73,1 %
Groupe SES :					
Nombre de répéteurs utilisés	1 042	1 045	1 068	1 081	1 084
Nombre de répéteurs disponibles	1 354	1 440	1 436	1 436	1 436
Taux d'utilisation	77,0 %	72,6 %	74,4 %	75,3 %	75,5 %

Résultat opérationnel

<i>En millions d'euros</i>	T2 2012	T3 2012	T4 2012	T1 2013	T2 2013
<i>Taux de change moyen du dollar U.S.</i>	1,2991	1,2495	1,2970	1,3291	1,2961
Chiffre d'affaires	441,7	467,7	468,4	440,8	469,7
Charges d'exploitation	(113,9)	(120,8)	(133,8)	(119,6)	(128,9)
EBITDA	327,8	346,9	334,6	321,2	340,8
Dotations aux amortissements sur actifs corporels	(118,3)	(124,2)	(155,0)	(116,1)	(120,1)
Dotations aux amortissements sur actifs incorporels	(8,5)	(8,5)	(14,8)	(7,9)	(9,3)
Résultat opérationnel	201,0	214,2	164,8	197,2	211,4

Présentation des informations financières par la direction

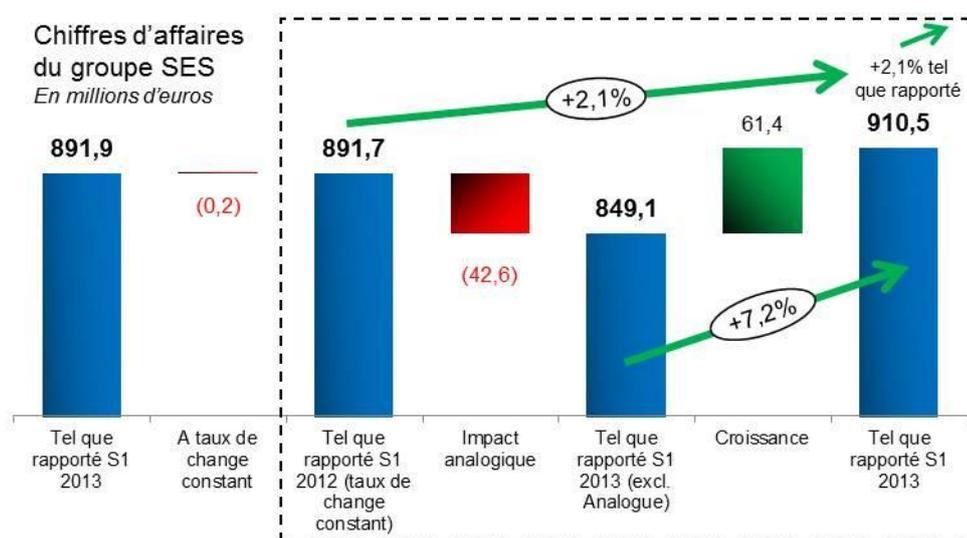
Pour le semestre clos le 30 juin 2013

Chiffre d'affaires

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012	Variation	Variation (%)
Chiffre d'affaires tel que publié	910,5	891,9	+18,6	+2,1 %
Chiffre d'affaires à taux de change constants ¹	910,5	891,7	+18,8	+2,1 %

Hors l'impact du chiffre d'affaires généré par les transmissions analogiques, soit 42,6 millions d'euros au cours des quatre premiers mois de 2012, le chiffre d'affaires à taux de change constants a progressé de 7,2 %, et la croissance s'est même accélérée dans les segments des infrastructures et des services au cours du premier semestre 2013.

La croissance du chiffre d'affaires, soit 61,4 millions d'euros à taux de change constants, s'est reflétée à la fois dans le segment des infrastructures (36,1 millions d'euros) et le segment des services (25,3 millions d'euros), dont une forte contribution de HD+ et de SES Government Solutions.



Le chiffre d'affaires tel que publié se répartit comme suit par région (en liaison descendante) :

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012	Variation	Variation (%)
Europe	454,6	467,4	-12,8	-2,7 %
Amérique du Nord	203,1	192,3	+10,8	+5,6 %
International	252,8	232,2	+20,6	+8,9 %
Total	910,5	891,9	+18,6	+2,1 %

À taux de change constants, le chiffre d'affaires se répartit comme suit par région (en liaison descendante) :

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012	Variation	Variation (%)
Europe	454,6	468,8	-14,2	-3,0 %
Amérique du Nord	203,1	191,7	+11,4	+5,9 %
International	252,8	231,2	+21,6	+9,3 %
Total	910,5	891,7	+18,8	+2,1 %

¹ La comparaison à taux de change constants s'entend sur la base du même taux de change pour le dollar U.S. et les autres devises applicables, afin de supprimer les distorsions dues aux fluctuations de change

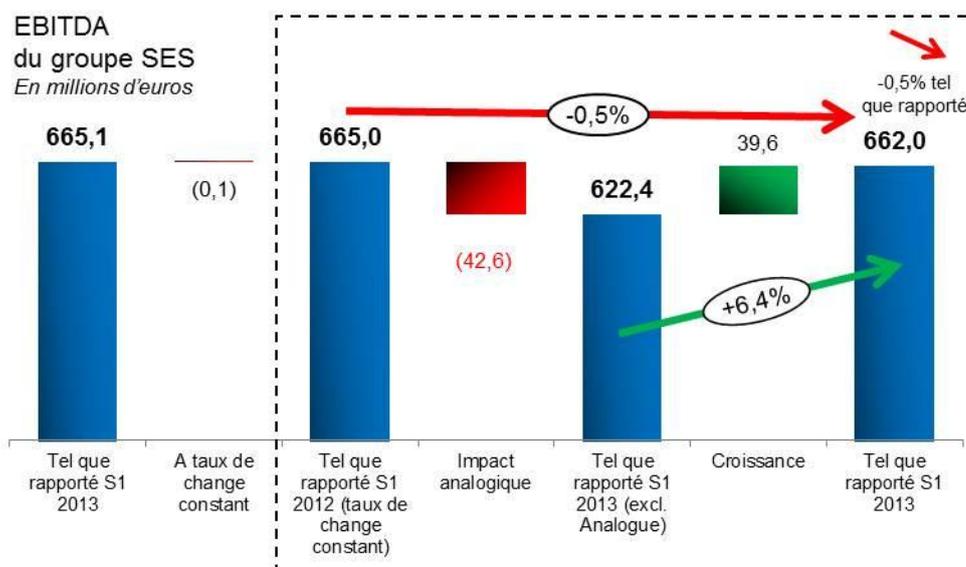
Dans la région Europe, le chiffre d'affaires, compte tenu de celui généré par les transmissions analogiques en Allemagne en 2012, est en baisse de 3,0 % par rapport au premier semestre 2012 à taux de change constants. Retraité de l'arrêt de l'analogique, le chiffre d'affaires de la région Europe a progressé de 6,7 %. Dans la région Amérique du Nord, le chiffre d'affaires a enregistré une croissance de 5,9 %, la reconnaissance en une seule fois de l'accélération du chiffre d'affaires liée au satellite AMC-9 rendant la comparaison plus favorable par rapport à la période précédente. Le segment International a affiché d'excellentes performances, les nouveaux contrats conclus dans les marchés émergents ayant généré une croissance de 9,3 % par rapport à l'exercice précédent.

EBITDA

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012	Variation	Variation (%)
Charges d'exploitation (telles que publiées)	(248,5)	(226,8)	-21,7	-9,6 %
EBITDA (tel que publié)	662,0	665,1	-3,1	-0,5 %
Marge d'EBITDA (%)	72,7 %	74,6 %	-1,9 pp	--
<i>Charges d'exploitation à taux de change constants</i>	(248,5)	(226,7)	-21,8	-9,6 %
<i>EBITDA à taux de change constants</i>	662,0	665,0	-3,0	-0,5 %
<i>Marge d'EBITDA (%) à taux de change constants</i>	72,7 %	74,6 %	-1,9 pp	--

Les charges d'exploitation ont augmenté, à taux de change constants, de 21,8 millions d'euros (9,6 %) sur la période sous l'effet de l'augmentation des coûts des ventes de 17,8 millions d'euros liée à l'expansion du chiffre d'affaires dans le segment des services, en particulier dans les activités HD+ et SES Government Solutions. Retraitées de ces coûts, les charges d'exploitation totales ont progressé de 4,0 millions d'euros (1,8 %).

L'EBITDA a reculé de seulement 0,5 % à 662,0 millions d'euros, malgré la perte d'EBITDA de 42,6 millions d'euros liée à l'arrêt des transmissions analogiques. Retraité de cet impact, l'EBITDA a augmenté de 6,4 %, avec une expansion à la fois dans les infrastructures et les services.



La marge d'EBITDA dans le segment infrastructures s'établit à 83,2 % (2012 : 83,6 % ; 82,7 % retraitée de l'impact lié à l'arrêt de l'analogique) au premier semestre 2013. La marge totale générée dans le segment des services a augmenté à 15,3 % (2012 : 15,0 %). La marge d'EBITDA totale s'élevait à 72,7 % (2012 : 74,6 % ; 73,3 % retraitée de l'impact lié à l'arrêt de l'analogique), reflétant le développement favorable des activités de services ainsi que la croissance parallèle des coûts des ventes associées.

S1 2013 <i>En millions d'euros</i>	Infra-structures	Services	Eliminations / Autres opérations ¹	Total
Chiffre d'affaires	778,3	208,3	-76,1	910,5
EBITDA	647,6	31,8	-17,4	662,0
Marge d'EBITDA (%)	83,2 %	15,3 %	--	72,7 %

S1 2012 (à taux de change constants) <i>En millions d'euros</i>	Infra-structures	Services	Eliminations / Autres opérations ¹	Total
Chiffre d'affaires	783,2	183,0	-74,5	891,7
EBITDA	655,1	27,5	-17,6	665,0
Marge d'EBITDA (%)	83,6 %	15,0 %	--	74,6 %

¹ L'élimination du revenu fait référence à des capacités et autres services refacturés ; l'impact sur l'EBITDA concerne des dépenses d'entreprise non allouées

Résultat opérationnel

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013	S1 2012	Variation	Variation (%)
Dotations aux amortissements sur actifs corporels (tel que publié)	(236,2)	(236,4)	+0,2	--
Dotations aux amortissements sur actifs incorporels (tel que publié)	(17,2)	(17,2)	--	--
Résultat opérationnel (tel que publié)	408,6	411,5	-2,9	-0,7 %
<i>Dotations aux amortissements sur actifs corporels à taux de change constants</i>	(236,2)	(236,3)	+0,1	--
<i>Dotations aux amortissements sur actifs incorporels à taux de change constants</i>	(17,2)	(17,2)	--	--
<i>Résultat opérationnel à taux de change constants</i>	408,6	411,5	-2,9	-0,7 %

Les dotations aux amortissements, de 236,2 millions d'euros sur la période, étaient en ligne avec le premier semestre 2012 ; à l'effet de la dépréciation, à hauteur de 3 millions d'euros, du satellite AMC-16 au premier trimestre 2012 correspondait une augmentation nette de la dépréciation de la flotte satellitaire au premier semestre 2013.

Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros / (tel que publié)</i>	S1 2013	S1 2012	Variation	Variation (%)
Charges nettes d'intérêt	(103,3)	(112,5)	+9,2	+8,2 %
Intérêts capitalisés	26,5	30,1	-3,6	-12,0 %
Résultat des opérations de change	1,8	3,0	-1,2	-40,0 %
Ajustement de valeur sur actifs financiers	(7,5)	(0,6)	-6,9	Ns
Résultat financier	(82,5)	(80,0)	-2,5	-3,1 %
Résultat avant impôt	326,1	331,5	-5,4	-1,6 %

Les charges nettes d'intérêt du groupe ont reculé par rapport au premier semestre 2012 reflétant, entre autres, une baisse d'un peu plus de 30 points de base du coût moyen pondéré des emprunts sur la période après le succès de l'émission obligataire à hauteur d'un milliard d'USD sur le marché 144A aux Etats-Unis, au mois d'avril.

Les charges financières globales sont passées de 80,0 millions d'euros à 82,5 millions d'euros en raison de 7,5 millions d'euros de charges de dépréciation enregistrées au titre de la cession de la participation restante de 24,9 % dans ND SatCom.

Résultat net part du groupe

<i>En millions d'euros (tel que publié)</i>	S1 2013	S1 2012	Variation	Variation (%)
Impôt sur les sociétés	(45,3)	(27,9)	-17,4	-62,4 %
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	(12,3)	(5,1)	-7,2	-141,2 %
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,5)	0,2	-0,7	--
Résultat net part du groupe	268,0	298,7	-30,7	-10,3 %

Le taux d'imposition effectif de 13,9 % (2012 : 8,4 %) comprend le bénéfice d'un crédit d'impôt à l'investissement perçu au titre de l'acquisition de plusieurs satellites par les entités luxembourgeoises. La quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence intègre une perte plus importante enregistrée par O3b Networks, qui est actuellement en phase d'exploitation pré-commerciale.

Le résultat net part du groupe SES a diminué de 10,3 % par rapport au premier semestre 2012 à 268,0 millions d'euros.

Cash-flow

<i>En millions d'euros (tel que publié)</i>	S1 2013	S1 2012	Variation	Variation (%)
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	531,2	593,2	-62,0	-10,5 %
Activités d'investissement	(245,9)	(282,7)	+36,8	+13,0 %
Cash-flow disponible avant opérations de financement	285,3	310,5	-25,2	-8,1 %

Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles s'élevaient à 531,2 millions d'euros, en baisse de 62,0 millions d'euros (10,5 %) par rapport au premier semestre 2012 ; ils reflètent les mouvements dans les actifs et passifs des activités opérationnelles. La diminution des dépenses d'investissement au premier semestre de cette année a ramené la variation du cash-flow disponible à 8,1 %.

Endettement net

<i>En millions d'euros, (tel que publié)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012	Variation	Variation (%)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(665,5)	(240,0)	-425,5	-177,3 %
Emprunts obligataires et dettes envers les établissements de crédit	4 787,7	4 227,7	+560,0	+13,2 %
Endettement net	4 122,2	3 987,7	+134,5	+3,4 %
Endettement net / EBITDA	3,07	2,96	+0,11	+3,7 %

L'endettement net à la clôture était de 4 122,2 millions d'euros au titre de la période, en progression de 3,4 % par rapport au 31 décembre 2012, soit un ratio d'endettement net sur EBITDA de 3,07 au 30 juin 2012.

Taux de change

Les taux de change EUR/USD appliqués aux chiffres publiés étaient les suivants : taux moyen de janvier à juin : 1,3126 (2012 : 1,3088) ; taux de clôture : 1,3080 (décembre 2012 : 1,3194, juin 2012 : 1,2590).

Rapport d'examen de l'information financière consolidée intermédiaire résumée

Aux actionnaires de
SES S.A.

Introduction

Nous avons procédé à l'examen de l'information financière consolidée intermédiaire résumée ci-jointe de SES S.A. et de ses filiales (le « groupe ») au 30 juin 2013, comprenant l'état de la situation financière intermédiaire consolidé résumé au 30 juin 2013, ainsi que le compte de résultat intermédiaire consolidé résumé, les états intermédiaires consolidés résumés du résultat global intermédiaire et des variations dans les capitaux propres consolidés ainsi que du tableau résumé des flux de trésorerie consolidé pour la période de 6 mois se terminant à cette date, et de l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation de l'information financière consolidée intermédiaire résumée conformément à la norme comptable internationale IAS 34 relative à « l'information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union Européenne. Notre responsabilité consiste à émettre un rapport sur cette information financière consolidée intermédiaire résumée sur la base de notre examen.

Etendue de l'examen

Nous avons effectué notre examen selon la norme internationale relative aux missions d'examen ISRE 2410, « Examen de l'information financière intermédiaire effectué par l'auditeur indépendant de l'entité » telle qu'adoptée par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Un examen de l'information financière intermédiaire consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toutes autres procédures appropriées. Un examen ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes internationales d'audit et ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que l'information financière consolidée intermédiaire résumée ci-jointe n'a pas été préparée, dans tous ses aspects significatifs, conformément à la norme comptable internationale IAS 34 relative à « l'information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Représentée par

Luxembourg, le 25 juillet 2013

Gilles Vanderweyen



*PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 400 Route d'Esch, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg
T : +352 494848 1, F : +352 494848 2900, www.pwc.lu*

*Cabinet de révision agréé. Expert-comptable (autorisation gouvernementale n°10028256)
R.C.S. Luxembourg B 65 477 - TVA LU25482518*

Compte de résultat intermédiaire consolidé résumé

Pour le semestre clos le 30 juin

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012
Chiffre d'affaires	910,5	891,9
Charges d'exploitation	(248,5)	(226,8)
EBITDA	662,0	665,1
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	(236,2)	(236,4)
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	(17,2)	(17,2)
Résultat opérationnel	408,6	411,5
Produits financiers	1,8	3,0
Frais financiers	(84,3)	(83,0)
Charges financières nettes	(82,5)	(80,0)
Résultat avant impôt	326,1	331,5
Impôt sur le résultat	(45,3)	(27,9)
Quote-part du résultat des co-entreprises et des sociétés mises en équivalence	(12,3)	(5,1)
Résultat net de la période	268,5	298,5
Dont :		
Part attribuable au groupe	268,0	298,7
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0,5	(0,2)

Résultat par action pondéré avant et après dilution¹

Semestre clos au 30 juin

<i>En euros</i>	2013	2012
Actions de catégorie A	0,67	0,74
Actions de catégorie B	0,27	0,30

¹ Le bénéfice par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe de l'exercice par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période, ajusté en fonction des droits économiques de chaque catégorie d'actions. Le bénéfice par action après dilution ne diffère pas significativement du bénéfice par action avant dilution.

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

Etat consolidé du résultat global intermédiaire

Pour le semestre clos le 30 juin

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012
Résultat net de la période	268,5	298,5
Autres éléments du résultat global		
<i>Eléments pouvant être ultérieurement reclassés en compte de résultat</i>		
Effets des variations de change	75,9	136,4
Résultat net des opérations de couverture des investissements nets	(28,9)	(41,7)
Effets d'impôts liés	9,0	12,3
Résultat net des opérations de couverture des investissements nets, après impôts	(19,9)	(29,4)
Mouvements nets des opérations de couverture des flux de trésorerie	(13,8)	5,7
Effets d'impôts liés	4,1	(1,5)
Total des mouvements nets des opérations de couverture des flux de trésorerie, après impôts	(9,7)	4,2
Total des éléments pouvant être ultérieurement reclassés en compte de résultat	46,3	111,2
Total des autres éléments du résultat global, après impôt	46,3	111,2
Total du résultat global, après impôt	314,8	409,7
Dont :		
Part attribuable au groupe	309,5	408,8
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	5,3	0,9

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

Etat de la situation financière intermédiaire consolidé résumé

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012 Retraité ¹
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	3 876,9	4 048,7
Acomptes versés sur immobilisations corporelles en cours	1 232,6	1 050,3
Immobilisations incorporelles	2 861,3	2 864,4
Immobilisations financières et autres actifs non courants	301,4	341,5
Total actifs non courants	8 272,2	8 304,9
Actifs courants		
Stocks	7,3	4,4
Créances clients et autres créances	367,4	412,7
Charges constatées d'avance	37,6	34,9
Instruments financiers dérivés	2,0	4,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	665,5	240,0
Total actifs courants	1 079,8	696,3
Total actifs	9 352,0	9 001,2
Capitaux propres		
Capitaux propres - part attribuable au groupe	2 746,8	2 801,7
Participations ne donnant pas le contrôle	84,7	79,4
Total des capitaux propres	2 831,5	2 881,1
Passifs non courants		
Emprunts obligataires et dettes envers les établissements de crédit	3 868,1	3 068,0
Provisions et produits constatés d'avance	443,4	440,6
Impôts différés passifs	634,4	669,1
Autres passifs à long terme	40,2	42,5
Total passifs non courants	4 986,1	4 220,2
Passifs courants		
Emprunts obligataires et dettes envers des établissements de crédit	919,6	1 159,7
Dettes fournisseurs et autres dettes	395,7	410,7
Instruments financiers dérivés	–	40,4
Impôt sur le résultat exigible	54,1	50,9
Produits constatés et perçus d'avance	165,0	238,2
Total passifs courants	1 534,4	1 899,9
Total passifs	6 520,5	6 120,1
Total passifs et capitaux propres	9 352,0	9 001,2

¹ Retraité pour tenir compte de l'adoption de la norme IAS 19 (révisée) ; voir Note 2.

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

Tableau résumé des flux de trésorerie consolidés

Semestre clos au 30 juin

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012
Résultat avant impôt	326,1	331,5
Impôts acquittés pendant la période	(20,3)	(12,0)
Elimination des éléments non monétaires	324,4	304,5
Résultat d'exploitation consolidé avant variation du BFR	630,2	624,0
Variation des actifs et passifs d'exploitation	(99,0)	(30,8)
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	531,2	593,2
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisitions nettes d'immobilisations incorporelles	-	(0,1)
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(202,9)	(255,9)
Investissement net dans des entreprises associées	-	(30,5)
Remboursement d'emprunt à des entreprises associées	14,0	3,8
Règlement des instruments de couverture d'investissement net	(57,0)	-
Flux de trésorerie nets absorbés par les activités d'investissement	(245,9)	(282,7)
Flux de trésorerie disponibles avant activités de financement	285,3	310,5
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produits des emprunts	1 172,4	257,5
Remboursement des emprunts	(598,1)	(228,4)
Intérêts sur emprunts	(85,6)	(94,3)
Dividendes versés sur les actions ordinaires ¹	(356,5)	(320,9)
Dividendes versés sur les intérêts minoritaires	-	(2,7)
Emission d'actions	-	86,7
Acquisition d'actions propres	-	(16,0)
Cessions nettes d'actions propres	23,3	27,8
Autres activités de financement	-	0,3
Flux de trésorerie nets absorbés par les activités de financement	155,5	(290,0)
Flux de trésorerie disponible après activités de financement	440,8	20,5
Effets des variations de change	(15,3)	0,5
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	425,5	21,0
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie en début de période	240,0	218,0
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie en fin de période	665,5	239,0

¹ Les dividendes s'entendent nets des dividendes perçus au titre des actions propres, soit 2,8 millions d'euros.

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

Etat des variations des capitaux propres consolidés

Semestre clos le 30 juin 2013

<i>En millions d'euros</i>	Capital souscrit	Prime d'émission	Actions propres	Autres réserves	Résultats reportés	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 1er janvier 2013 Retraité¹	633,0	589,3	(75,4)	1 664,7	650,1	(0,1)	(659,9)	2 801,7	79,4	2 881,1
Résultat de la période	--	--	--	--	268,0	--	--	268,0	0,5	268,5
Autres éléments du résultat global	--	--	--	--	--	(9,7)	51,2	41,5	4,8	46,3
Résultat global de la période	--	--	--	--	268,0	(9,7)	51,2	309,5	5,3	314,8
Affectation du résultat de l'exercice 2011	--	--	--	258,6	(258,6)	--	--	--	--	--
Dividendes versés (nets des dividendes attachés aux actions propres)	--	--	--	--	(390,2)	--	--	(390,2)	--	(390,2)
Variations des actions propres	--	--	38,6	--	--	--	--	38,6	--	38,6
Ajustements liés aux paiements fondés sur des actions	--	(14,1)	--	5,2	--	--	--	(8,9)	--	(8,9)
Autres mouvements	--	--	--	--	(3,9)	--	--	(3,9)	--	(3,9)
Au 30 juin 2013	633,0	575,2	(36,8)	1 928,5	265,4	(9,8)	(608,7)	2 746,8	84,7	2 831,5

¹ Retraité pour tenir compte de l'adoption de la norme IAS 19 (révisée) ; voir Note 2.

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

Etat des variations des capitaux propres consolidés

Semestre clos le 30 juin 2012

<i>En millions d'euros</i>	Capital souscrit	Prime d'émission	Actions propres	Autres réserves	Résultats reportés	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 1er janvier 2012 Retraité¹	624,4	507,0	(25,9)	1 384,4	619,4	(9,7)	(571,0)	2 528,6	83,1	2 611,7
Résultat de la période	--	--	--	--	298,7	--	--	298,7	(0,2)	298,5
Autres éléments du résultat global	--	--	--	--	--	4,2	105,9	110,1	1,1	111,2
Résultat global de la période	--	--	--	--	298,7	4,2	105,9	408,8	0,9	409,7
Affectation du résultat de l'exercice 2011	--	--	--	266,3	(266,3)	--	--	--	--	--
Augmentation de capital	8,6	88,9	(11,0)	--	--	--	--	86,5	--	86,5
Dividendes versés (nets des dividendes attachés aux actions propres)	--	--	--	--	(351,4)	--	--	(351,4)	--	(351,4)
Variations des actions propres	--	(70,8)	7,2	--	--	--	--	(63,6)	--	(63,6)
Ajustements liés aux paiements fondés sur des actions	--	(5,2)	--	5,6	--	--	--	0,4	--	0,4
Au 30 juin 2012, retraits	633,0	519,9	(29,7)	1 656,3	300,4	(5,5)	(465,1)	2 609,3	84,0	2 693,3

¹Retraité pour tenir compte de l'adoption de la norme IAS 19 (révisée) ; voir Note 2.

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

Notes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

(En millions d'euros, sauf indication contraire)

Note 1 – Informations relatives à la société

SES S.A. (« la société ») a été constituée le 16 mars 2001 sous forme de société anonyme de droit luxembourgeois. Les références faites au « groupe » dans les notes ci-après visent la société et ses filiales, co-entreprises et sociétés mises en équivalence. SES est cotée sous le symbole « SESG » à la Bourse de Luxembourg et sur Euronext Paris.

Ce rapport en langue française a été préparé à partir de la version anglaise. En cas de différence d'interprétation entre la version française et la version anglaise, cette dernière prévaut.

La publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la société SES S.A. pour le semestre clos le 30 juin 2013 a été autorisée par décision du Conseil d'administration en date du 25 juillet 2013.

Note 2 – Résumé des méthodes comptables

Principes de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2013 ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire telle qu'adoptée par l'Union Européenne. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations requises dans les états financiers annuels, et s'entendent par référence avec les états financiers consolidés annuels du groupe au 31 décembre 2012. Certains montants inclus à titre de comparaison dans l'état de la situation financière intermédiaire consolidé résumé ont été reclassés pour tenir compte de la présentation au titre de l'année en cours.

Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables adoptées dans la préparation des états financiers intermédiaires consolidés résumés sont conformes à celles suivies pour la préparation des états financiers consolidés annuels du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et de l'interprétation correspondante à compter du 1er janvier 2013 comme indiqué ci-après.

IAS 1 Présentation des états financiers – Présentation des Autres éléments du résultat global – Amendements d'IAS 1

Les amendements apportés à la norme IAS 1 modifient le regroupement des éléments présentés dans les autres éléments du résultat global. Les éléments qui sont appelés à un reclassement ultérieur en résultat net (par exemple, le résultat net des opérations de couverture des investissements nets, la conversion de devises étrangères, la couverture des flux de trésorerie et les plus ou moins-values nettes sur actifs financiers disponibles à la vente) doivent être présentés de manière séparée des éléments qui ne peuvent être recyclés en résultat net (par exemple, changements d'écarts actuariels sur les régimes à prestations définies et réévaluation du terrain et des bâtiments). L'amendement ne concerne que la présentation ; il n'a aucune incidence sur la situation financière du groupe ni sur ses résultats.

IAS 19 Avantages du personnel (révisée)

L'IAS 19 (révisée) modifie la comptabilisation des avantages du personnel. Le groupe a appliqué la norme rétrospectivement conformément aux dispositions transitoires y afférentes. Son impact sur le groupe concerne les domaines suivants :

- La norme fait obligation de comptabiliser immédiatement en compte de résultat le coût des services passés. Cela s'est traduit par la comptabilisation du coût des services passés non comptabilisé, net d'impôts au 1^{er} janvier 2012 de (1,7) million d'euros (30 juin 2012 : (1,7) million d'euros ; 31 décembre 2012 : (1,3) million d'euros), qui a été passé en charges. Le compte de résultat des périodes antérieures n'a pas été retraité car l'impact sur les résultats du groupe a été jugé peu significatif. Si nous avions retraité le compte de résultat, les charges d'exploitation constatées en compte de résultat pour la période close au 30 juin 2012 n'auraient enregistré aucune diminution et elles auraient diminué de 0,4 million d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2012.
- Pour les régimes à prestations définies, la comptabilisation différée des écarts actuariels (c'est-à-dire la méthode du corridor) n'est plus permise. Tels que révisés, les montants enregistrés en compte de résultat se limitent au coût des services rendus au cours de la période et au coût des services passés, aux écarts actuariels et aux produits (charges) d'intérêt nets. Tous les autres changements relatifs aux actifs (passifs) des régimes à prestations définies, y compris les écarts actuariels, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sans reclassement ultérieur en résultat. Cela s'est traduit par la comptabilisation des pertes actuarielles non comptabilisées, nettes d'impôts au 1er janvier 2012 de 7,3 millions d'euros (30 juin 2012 : 7,3 millions d'euros ; 31 décembre 2012 : 5,7 millions d'euros), dans les autres éléments du résultat global.

- La norme remplace le coût financier de l'obligation au titre des prestations définies et le rendement attendu des actifs du régime par le coût financier net basé sur l'actif ou le passif net relatif aux prestations définies et le taux d'actualisation, mesuré en début d'année. Le mode de calcul du taux d'actualisation reste inchangé ; celui-ci continue de refléter le rendement des obligations d'entreprise de grande qualité. Cet amendement n'a aucune incidence sur la situation financière du groupe ni sur ses résultats.
- Un nouveau terme a été introduit : « réévaluations ». Les réévaluations comprennent les écarts actuariels et la différence entre le rendement réel des investissements et le rendement découlant du coût financier net.
- Le poste « Provisions et produits constatés d'avance », tel que publié précédemment, a été retraité aux dates de publication pour refléter l'effet des changements ci-dessus. Les montants ont été retraités au 1er janvier 2012 et remplacés par 389,9 millions d'euros (contre 381,2 millions d'euros auparavant) ; au 30 juin 2012, par 355,6 millions d'euros (contre 346,9 millions d'euros) auparavant et au 31 décembre 2012, par 357,3 millions d'euros (contre 350,6 millions d'euros auparavant). Suite aux effets susmentionnés, les « Impôts différés passifs » tels que publiés précédemment ont été retraités au 1er janvier 2012 et remplacés par 690,9 millions d'euros (contre 694,0 millions d'euros auparavant) ; au 30 juin 2012, par 706,4 millions d'euros (contre 709,5 millions d'euros auparavant) et au 31 décembre 2012 par 669,1 millions d'euros (contre 671,5 millions d'euros).
- La modification de la méthode comptable a eu un effet peu significatif sur le tableau des flux de trésorerie et sur le bénéfice par action.

IFRS 13 Evaluation de la juste valeur

La norme IFRS 13 établit une source unique d'indications pour toutes les évaluations de la juste valeur exigées ou permises par les IFRS. L'IFRS 13 ne change pas lorsqu'une entité est dans l'obligation d'utiliser la juste valeur ; elle fournit plutôt des indications sur la manière d'évaluer la juste valeur aux termes des IFRS lorsque la juste valeur est exigée ou permise.

L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur la situation financière du groupe ni sur ses résultats.

IFRS 7 Informations à fournir – Compensation d'actifs et de passifs financiers — Amendements d'IFRS 7

Ces amendements font obligation à une entité de fournir des informations sur les droits à compensation et accords similaires (ex. : accords sur instruments de garantie « *collateral agreements* »). Les informations à fournir doivent aider l'utilisateur des états financiers à évaluer l'incidence des accords de compensation sur sa situation financière. Ces nouvelles informations requises s'appliquent à tous les instruments financiers comptabilisés qui sont compensés selon les dispositions de l'IAS32 « Instruments financiers : Présentation ». Elles sont aussi requises pour les instruments financiers comptabilisés faisant l'objet d'un accord de compensation global exécutoire ou d'un accord similaire, qu'ils soient ou non compensés selon les dispositions d'IAS 32.

L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur la situation financière du groupe ni sur ses résultats.

Le groupe n'a adopté aucune norme, interprétation ou modification publiée mais sans être encore entrée en vigueur.

Les normes et interprétations IFRS publiées mais non encore entrées en vigueur à la date de publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés et qui devraient s'appliquer au groupe à une date ultérieure sont énumérées ci-après. Le groupe a l'intention d'adopter ces normes dès leur entrée en vigueur et/ou lorsqu'elles auront été approuvées par l'Union Européenne.

- IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » (telle que révisée en 2011)
- IAS 32 « Compensation des actifs et des passifs financiers » - Amendements d'IAS 32
- IFRS 9 « Instruments financiers : classification et évaluation »
- IFRS 10 « Etats financiers consolidés »
- IFRS 11 « Partenariats »
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »

Le groupe est en train d'analyser l'impact de ces normes sur ses activités.

Note 3 – Informations sectorielles

Pour analyser la performance du segment opérationnel, les chiffres comparables de l'exercice antérieur ont été regroupés en utilisant, pour toutes les devises, le taux de change pratiqué pour chaque mois de la période en cours. Ces chiffres retraités de l'exercice précédent sont accompagnés d'une note indiquant « à taux de change constants ». Les résultats financiers du semestre clos au 30 juin pour le segment opérationnel des satellites et les chiffres comparables de l'exercice précédent, à taux de change constants, sont indiqués ci-après :

<i>En millions d'euros</i>	2013	A taux de change constants 2012	2012
Chiffre d'affaires	910,5	891,7	891,9
Charges d'exploitation	(248,5)	(226,7)	(226,8)
EBITDA ¹	662,0	665,0	665,1
Marge d'EBITDA (%)	72,7 %	74,6 %	74,6 %
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	(253,4)	(253,5)	(253,6)
Résultat opérationnel	408,6	411,5	411,5

<i>En millions d'euros</i>	2012	A taux de change constants 2011	2011
Chiffre d'affaires	891,9	879,4	851,4
Charges d'exploitation	(226,8)	(228,0)	(219,9)
EBITDA ¹	665,1	651,4	631,5
Marge d'EBITDA (%)	74,6 %	74,1 %	74,2 %
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	(253,6)	(238,4)	(229,5)
Résultat opérationnel	411,5	413,0	402,0

¹Earnings Before Interest, Taxation, Depreciation and Amortisation : Excédent brut d'exploitation avant frais financiers, impôt et amortissements

A taux de change constants, le chiffre d'affaires tel que publié se répartit comme suit par région (liaison descendante) :

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012	Variation
Europe	454,6	468,8	(14,2)
Amérique du Nord	203,1	191,7	11,4
International	252,8	231,2	21,6
Total	910,5	891,7	18,8

Note 4 – Participations dans des entreprises associées

Au 30 juin 2013, SES détenait une participation de 46,88 % dans le groupe de sociétés O3b Networks, un niveau inchangé depuis la clôture de l'exercice précédent. La valeur comptable de la participation dans le capital d'O3b Networks a diminué, passant de 154,5 millions d'euros au 31 décembre 2012 à 146,6 millions d'euros au 30 juin 2013.

Note 5 – Dividendes déclarés et payés au cours de la période

<i>En millions d'euros</i>	Semestre clos le 30 juin 2013	Semestre clos le 30 juin 2012
Actions de catégorie A (2012 : 0,97 euro, 2011 : 0,88 euro)	327,5	293,0
Actions de catégorie B (2012 : 0,39 euro, 2011 : 0,35 euro)	65,5	58,6
Total des dividendes votés au cours de la période	393,0	351,6

Note 6 – Actions émises par catégorie

Le nombre d'actions émises au 30 juin 2013 est resté inchangé par rapport au 31 décembre 2012.

	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B	Total
Actions émises	337 600 000	168 800 000	506 400 000

Au 30 juin 2013, le groupe détenait 2 092 443 FDR (décembre 2012 : 4 089 040) appelés à être annulés dans le cadre de rachats d'actions ou liés à des programmes de rémunération des salariés fondés sur des actions.

Note 7 – Résultat par action pour l'ensemble des activités

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net total de la période attribuable aux titulaires d'actions ordinaires, ajusté en fonction des droits économiques de chaque catégorie d'actions, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Les dividendes versés pour une action de catégorie B correspondent à 40 % des dividendes alloués à une action de catégorie A.

Pour le semestre clos au 30 juin 2013, la part du résultat net total revenant à chaque catégorie d'actions et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont indiqués au tableau ci-après.

	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B	Total
Part du résultat net revenant aux détenteurs d'actions ordinaires (en millions d'euros)	223,0	45,0	268,0
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période (en millions)	334,4	168,8	503,2
Bénéfice par action pondéré sur la période (en euro)	0,67	0,27	

Le calcul correspondant pour la même période de l'exercice précédent s'établit comme suit :

	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B	Total
Part du résultat net revenant aux détenteurs d'actions ordinaires (en millions d'euros)	248,8	49,9	298,7
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période (en millions)	334,2	167,6	501,8
Bénéfice par action pondéré sur la période (en euro)	0,74	0,30	

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour la période indiquée ci-dessus ne tient pas compte des actions propres détenues par le groupe. Le bénéfice par action après dilution ne diffère pas de façon significative du bénéfice par action avant dilution.

Note 8 – Emprunts obligataires et dettes envers les établissements de crédit

Lancement d'une émission obligataire sur le marché 144A pour un montant d'un milliard d'euros en deux tranches, à échéance 2023 et 2043

Le 4 avril 2013 SES a lancé une émission obligataire inaugurale sur le marché 144A aux Etats-Unis, portant sur un montant d'un milliard de dollars en deux tranches :

- 750 millions d'USD d'obligations à 10 ans au taux de 3,60 %, dont le prix a été fixé d'après le taux de référence de l'Obligation du Trésor américain à 10 ans +175 points de base ; et
- 250 millions d'USD d'obligations à 30 ans au taux de 5,30 %, dont le prix a été fixé d'après le taux de référence de l'Obligation du Trésor américain à 30 ans + 220 points de base.

L'obligation n'est pas garantie et n'est assortie d'aucun covenant financier.

Note 9 – Opérations avec les parties liées

Aucune opération avec des parties liées ayant un impact significatif sur la situation financière ou sur la performance du groupe n'a eu lieu au cours du semestre clos le 30 juin 2013.

Note 10 – Litiges

Aucun changement majeur n'a été relevé concernant les informations sur les litiges, publiées dans le Rapport annuel 2012.

SES, Société Anonyme
Château de Betzdorf
L-6815 Luxembourg
Registre de Commerce
RCS Luxembourg B 81.267
Tél. : +352 710 7251
Fax : +352 710 725 309
www.ses.com